



Extrait du ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article223>

L'Assurance maladie.

- Cahiers d'exigences -



Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

Plusieurs textes et doléances de citoyens voient le jour, en ce moment, sur le système public et social d'Assurance maladie. Des Cercles locaux invitent à un large débat sur cette question, et dans le Sud-Ouest, notamment, de nombreuses actions sont menées.

Les questions posées partent d'un constat : A quoi sert de verser 1Euro de plus pour les consultations médicales...et 20,40, 50 euros de plus en secteur « libre ». Pourquoi faut-il voir un généraliste avant un spécialiste ? Pourquoi taxer les boîtes de médicaments ? Pourquoi payer un forfait hospitalier/hôtelier à l'hôpital public ? etc...

Ces mesures, dit-on, permettraient de combler le "trou de la Sécu", qui serait à ce jour de 11 milliards d'euros par an. En réalité, comme le rappellent les doléances que nous recevons, ces mesures appauvrissent la majorité de la population qui compte sur une sécurité sociale à bon marché et des établissements publics de soins. En 10 ans, la part des dépenses « santé » des ménages a doublé ! Le secteur privé, pharmaceutique, médical et hospitalier semble s'enrichir au dépens de la sécurité sociale et de l'Etat. La part des taxes sur le tabac, l'alcool, les industries polluantes reversées à la Sécu diminue. L'Etat soustrait aussi à la Sécu les cotisations sociales dites " patronales ". Il contraint ainsi la Sécu à s'endetter auprès des banques, alors qu'avant elle prêtait à l'Etat !

Les syndicats ont ainsi calculé que les sommes détournées des recettes de la Sécu par l'Etat dépassaient maintenant les 20 milliards d'euros par an et que la Sécu serait largement bénéficiaire.

Ainsi, l'Etat peut utiliser l'excuse d'un déficit qu'il aurait lui-même créé pour éclater le système solidaire de la Sécurité Sociale entre assurances privées et fausses mutuelles qui transforment les citoyens d'assurés sociaux ayant des droits en clients individuels vulnérables.

Cette tendance est très impopulaire et il est donc temps, comme plusieurs doléances l'expriment, de rétablir la Sécurité sociale dans ses principes républicains de 1945.